

Ivan Krastev : « La démocratie doit permettre l'erreur »

Ce politologue bulgare est devenu l'un des penseurs les plus en vue en Europe. Il considère que la crise des réfugiés a été l'équivalent du « 11-Septembre » pour l'Europe. Il sera invité des Journées de Bruxelles, organisée par « Le Soir ».

Il est l'un des penseurs de l'Europe les plus intéressants du moment. Il a fallu que la réputation bien établie en Europe centrale et orientale de ce politologue bulgare soit remarquée par le monde académique et intellectuel américain pour que l'Europe occidentale commence à le découvrir à son tour. Rien d'étonnant à cela : les Américains n'ont pas la condescendance ouest-européenne pour les intellectuels de la « nouvelle Europe » qui, pourtant, outre de maîtriser leur propre histoire et leurs situations politiques, connaissent tout aussi bien celles de l'Europe occidentale, le contraire étant rarement vrai...

Le Soir a interrogé Ivan Krastev sur son dernier livre, en avant-goût du débat auquel il participera dans le cadre des « Journées de Bruxelles » vendredi prochain - voir le programme au-dessous de la page de droite.

Le postulat central de votre réflexion est assez décoiffant : vous dites que la crise des réfugiés a été le « 11-Septembre » de l'Europe...

Il y avait trois raisons à cette comparaison. D'abord, si vous prenez en compte le nombre de personnes arrivées en 2015-2016, cela a représenté 0,5 % de la population de l'UE. Les 3.000 personnes tuées à New York ne représentaient pas une proportion exceptionnelle en soi.

Ce qui a été exceptionnel, ce fut l'impact psychologique. Les Américains qui avant 2001 avaient une perception bienveillante de la mondialisation et se sentaient peu vulnérables, avec le sentiment que le monde les suivait, ont réalisé que ce n'était pas le cas. Quand vos forces deviennent soudain des faiblesses, vous commencez à remettre en question certains des pré-supposés qui fondaient votre vie la veille. Je crois que la même chose s'est produite avec la

crise des réfugiés en Europe. Avant cela, les Européens se posaient la question de savoir comment nous pouvons transformer le monde autour de nous. Et d'un coup, on a commencé à craindre que le monde autour de nous allait nous transformer.

Enfin, nous avons soudain découvert que l'Europe était beaucoup plus vulnérable qu'on le pensait. Jusque-là, nous étions fiers de notre modèle et de son attractivité. Et d'un coup, cette attractivité est devenue un danger majeur. C'est pourquoi j'ai appelé ce moment notre « 11-Septembre » : ce tournant où une majorité de gens a commencé à voir le monde différemment.

Vous écrivez que l'Europe ne se considère plus comme le modèle d'un monde en train d'advenir. Elle le fait pourtant, notamment en ayant pris le relais des États-Unis comme « leader du monde libre », du libre-échangeisme... Est-ce une posture purement déclarative ?

La crise de l'ordre libéral sera beaucoup plus déstabilisante et douloureuse pour l'Europe que pour tout autre acteur international. L'ordre libéral était dans un certain sens une précondition à l'existence de l'UE, qui n'est pas une construction étatique classique. Il est beaucoup plus facile pour les États-Unis, la Chine ou la Russie de se déclarer isolationniste que pour l'UE, pour laquelle l'interdépendance est au cœur de son projet. D'une autre

part, observez comment s'expriment aujourd'hui des dirigeants nationaux : le président Macron présente l'espoir d'une Europe qui doit protéger et pas d'une Europe qui doit transformer le monde. La façon dont nous présentons et motivons nos politiques a changé.

Lorsque vous abordez le fossé Est-Ouest européen, vous dites qu'on ne souffre pas d'un manque de solidarité, mais d'un choc de solidarités. Et vous évoquez aussi une

« convergence de division »...

Certaines politiques qui, au début, avaient été prônées par des gouvernements d'Europe centrale ou orientale sont devenues des politiques communes. Mais le résultat en est qu'au lieu de générer plus de compréhension entre Est et Ouest, cela génère plutôt de la division. On disait qu'on voulait plus de protection aux frontières et rester entre nous. Mais tandis qu'à l'Est, les gens supportaient cela, on a tout d'un coup constaté en Grande-Bretagne une hausse de la criminalité envers les Polonais. Étrangement donc, plus on a adopté à l'Ouest certains éléments du langage prédominant en Europe de l'Est, plus les Est-Européens ont commencé à se sentir discriminés à l'Ouest. Dès le moment où la conception large de la solidarité commence à être mise en question, les vieilles rivalités ethniques ou religieuses remontent à la surface et le « nous » fait l'objet d'une redéfinition.

La crise migratoire a converti l'Europe « d'une demande d'inclusion à une demande d'exclusion ». Mais est-ce nouveau ? On a toujours parlé d'une « forte-resser Europe ». Le problème n'est-il pas que la relative disponibilité à l'inclusion n'avait jamais été testée comme elle le fut avec l'afflux migratoire de 2015-2016 ?

Ce n'est pas neuf en effet. Mais ma démonstration porte surtout sur les institutions démocratiques. En général, nous considérons la démocratie comme un régime inclusif par définition. Mais la démocratie peut être autant exclusive qu'inclusive car elle consiste aussi à définir qui fait partie de la communauté politique. Pendant deux décennies qui ont démarré en 1989 (la chute du communisme, NDLR), la majorité était vue comme devant faire une place aux minorités, ethniques, religieuses ou sexuelles. Cela a totalement changé : la majorité a été redéfinie comme étant le « nous », l'État, « notre État ». On le voit très clairement en Hongrie ou en Pologne, où l'étranger commence à être perçu comme un danger, où l'opposition est assimilée à du complot. ■

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

crises « L'UE survivra peut-être ... »

Le pendant de la « démocratie exclusive », c'est le rejet des élites et sa traduction politique : les populismes...

Les populismes de gauche, comme Podemos ou Syriza, se sont développés en réaction à la crise financière, où les partis de gouvernement n'ont cessé d'expliquer aux gens que les mécanismes de marché sont des forces naturelles contre lesquelles on ne peut rien. Les électeurs se sont demandés à quoi il sert alors de voter. Ils se sont donc tournés vers des politiques qui leur ont assuré qu'on peut bien contrer ces forces naturelles, même s'ils n'étaient pas trop capables de dire comment. La même chose s'était passée avec les populistes de droite lorsque les partis établis expliquaient qu'on ne peut rien faire contre les migrations, qui sont des mouvements naturels dans un monde globalisé où les gens se déplacent librement. Affirmer que quelque chose ne peut être régulé politiquement pousse les gens à secouer leurs propres démocraties et à voter pour n'importe qui qui dit « moi je peux agir contre cela ».

Autre idée déstabilisante que vous développez : celle qu'une union toujours plus étroite (inscrite dans les traités européens) entre en contradiction avec la démocratie. N'est-ce pas plutôt que l'union toujours plus étroite implique des transferts de souveraineté, mais qu'on a un problème à transférer aussi la légitimité démocratique ?

Je cite les démonstrations de l'économiste politique Dani Rodrik, qui dit que dans un monde globalisé, il y a trois choses que vous ne pouvez jamais avoir en même temps : plus d'intégration économique, plus d'autodétermination et plus de démocratie. Vous ne pouvez jamais en avoir que deux à la fois. (...) Et le problème, dans la démocratie européenne,

est qu'il est très facile de changer les gouvernements, mais très difficile de changer de politique.

Mais les crises récentes, la financière et celle des réfugiés, n'ont-elles pas commencé à créer cet espace public européen commun qui faisait défaut, où l'on voit que les Allemands et les Grecs, les Belges et les Polonais s'opposent sur des enjeux communs ?

C'est ce qui me rend optimiste. Longtemps, l'intégration européenne a été menée par les institutions et les États avaient tendance à cacher les problèmes sous le tapis. On a conclu des compromis, mais tacitement. Aujourd'hui, les gens découvrent qu'on peut aimer ou non l'UE, mais elle est un projet commun et aucune nation ne ferait mieux sans elle qu'avec elle. On le voit maintenant avec le Brexit : la sortie de l'Union n'est pas le début de la fin des problèmes, c'est le début des problèmes.

Deuxièmement, comme vous l'indiquez, les opinions publiques s'intéressent maintenant l'une à l'autre. Avant, nous avions une interdépendance basée sur le désintérêt mutuel. Aujourd'hui, nous avons une crise d'interdépendance basée sur un véritable intérêt mutuel. (...) Je pense que l'Union européenne peut survivre sous une forme ou une autre, mais cette survie sera différente du laborieux cheminement politiquement correct.

Vous évoquez le sentiment de l'absence d'alternative possible aux politiques actuelles. D'où peut venir une alternative crédible, en particulier quand on voit l'écroulement idéologique de la social-démocratie ?

C'est la vraie question. Dans les pé-

riodes de crise, vous avez le choix entre la rigidité et la flexibilité. Si vous choisissez d'imposer des règles, vous le faites en escomptant discipliner la réalité. Ce fut le choix de l'Allemagne dans la crise financière. Je dis pour ma part qu'il faut choisir la flexibilité : donnez de la marge de manœuvre aux autres. Car paradoxalement, la démocratie ne peut pas fonctionner si vous ne laissez pas la place aux mauvais choix. La démocra-

tie, c'est précisément de permettre l'auto-correction. Si vous ne permettez pas aux gens de commettre des erreurs, vous ne leur permettez pas d'être responsables.

C'est pourquoi j'ai une vue moins négative sur les partis populistes. Non que je soutienne leurs idées. Mais restreindre au minimum le registre des idées auxquelles les électeurs sont confrontés est un signe de faiblesse dans l'UE. Aujourd'hui, c'est très facile et porteur d'être populiste car tant de choses sont interdites dans la politique européenne qu'il suffit de prôner autre chose pour immédiatement être populaire. Les gens devraient être autorisés à faire de choix que nous n'aimons pas. Et je pense que c'est ce qui est le plus dur à accepter par les élites européennes bruxelloises. ■

« L'Union européenne peut survivre sous une forme ou une autre, mais cette survie sera différente du laborieux cheminement politiquement correct »

Propos recueillis par
J.KZ

Ivan Krastev

Intellectuel très influent en Europe de l'Est et dans les pays anglo-saxons, le politologue bulgare Ivan Krastev, 52 ans, dirige le Center for Liberal Strategies à Sofia. Il est également membre de l'Institut des sciences humaines de Vienne en Autriche, où il réside, et tient une chronique régulière dans l'édition internationale du « New York Times ». Il vient de publier en français un essai remarquable, « Le destin de l'Europe ».

LE LIVRE**Après l'Europe**

On ne peut que regretter que l'édition française du livre d'Ivan Krastev ait hérité du titre le plus bateau imaginable, *Le destin de l'Europe*. Celui de la version originale américaine *After Europe* (« Après l'Europe ») est autrement plus parlant, et surtout plus juste : le point de départ de la réflexion d'Ivan Krastev est que la désintégration de l'Europe est perçue comme inévitable. « *Et si cela se passe, ce ne sera pas parce que les périphéries s'encourront, mais parce que son*

centre (l'Allemagne, la France) se révoltera. »

Une révolte ? Non, « *la migration est la nouvelle révolution* », explique plus gravement le penseur bulgare, qui voit dans la crise des réfugiés le « 11-Septembre » européen, au sens où cet événement aurait été le tournant qui a changé notre manière de nous voir nous-mêmes : tant dans nos relations entre peuples européens que dans notre rapport au monde extérieur soudainement menaçant, et qui importerait sa menace au cœur de la maison Europe. « *L'Europe a commencé*

à opérer comme un instrument d'exclusion et non plus d'inclusion », constate Krastev. À partir de ce constat, il procède à une analyse minutieuse des populismes qui se sont répandus dans toute l'Europe, et de leurs versions bien ancrées au pouvoir que sont les expériences hongroise et polonaise de « démocratie illibérale ». Une réflexion passionnante car truffée de contre-pied au politiquement correct européen, mais charpentée par une connaissance fine des réalités de l'Est comme de l'Ouest. 160 pages profondes mais ébouriffantes : un must.

J.KZ